



Diplomatie P 2-3

- > Activités diplomatiques intenses avec les pays voisins
- > La zone de libre échange de Shanghai : contenu et opportunités

Politique économique et monétaire P 3-4

- > Conjoncture : retour de l'inflation avec la reprise ?
- > Accord de swap PBoC – BCE

Industrie P 4-5

- > Automobile : le Guangdong prend du poids
- > Energie : Beijing se convertit intégralement au gaz naturel
- > Aéronautique : nouvelle acquisition américaine en vue
- > Energie : projet géant dans la gazéification du charbon

Environnement des Affaires P 5-6-7

- > INTERVIEW : le processus d'innovation en Chine, le nouveau jeu du chat et de la souris
- > INTERVIEW : Big data et innovation en Chine et dans le monde, quels enjeux ?

Feedback P 7-8

- > Colloque sur les réformes politiques en RPC – Université de Cergy Pontoise

Tendance

Paris, le 24 octobre 2013

Offensive de charme

Le début d'octobre a été marqué par une longue semaine de congé pour cause de fête nationale du 1^{er} octobre et, comme à l'accoutumée, des centaines de millions de Chinois ont pris d'assaut les autoroutes et sites touristiques du pays, goûtant à la civilisation du loisir avec ses excès et ses délices. Les dirigeants suprêmes **Xi Jinping** et **Li Keqiang** ont profité de ces jours fériés pour préparer et effectuer deux importantes visites dans le sud-est asiatique. Cette offensive de charme a démarré avec la visite d'Etat de Xi en Indonésie et en Malaisie, suivie par sa participation au 21^{ème} sommet informel des pays de l'**APEC** sur l'île de Bali. L'absence à ce sommet de **Barack Obama**, retenu à Washington pour des raisons d'imbroglio budgétaire et parlementaire, a visiblement facilité la tâche de Xi et lui a assuré le rôle de vedette. Xi a rencontré en marge de ce sommet entre autres le nouveau premier ministre australien puis discuté en tête à tête avec **Vladimir Poutine** dans la nuit du 7 octobre. Dans ses interventions, le président chinois a prôné les réformes et s'est dit « prêt à en payer le prix nécessaire ». Il réclame aussi l'ouverture régionale contre le protectionnisme et propose le dialogue et la mise en liaison de tous les réseaux d'échange de part et d'autre du Pacifique. Concrètement, il propose l'établissement d'une banque d'investissement pour les infrastructures en Asie pour soutenir les pays en voie de développement, y compris ceux de l'**ASEAN**. Sa proposition de rapprocher l'Asie du Nord-est, du Sud-est, l'Océanie, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, une vaste zone de 2,8 milliards d'âmes, comportant à ce jour 21 organisations

économiques multilatérales et représentant 57% du PIB mondial et 46% du commerce international, est sans aucun doute une réponse au **TPP** (Trans-Pacific Partnership) proposé par les Etats-Unis aux pays concernés à l'exclusion de la Chine. Evitant soigneusement de s'ériger en dénonciateurs directs du projet américain, les dirigeants chinois accélèrent néanmoins leurs initiatives pour éloigner le danger d'un isolement. C'est dans cette perspective qu'il convient d'interpréter la récente décision chinoise de créer « à titre expérimental » la zone de libre échange de Shanghai, qui est censée offrir tout l'environnement nécessaire pour un libre échange étendu. Le projet d'une zone libre financière où le yuan serait totalement convertible et où les réglementations fiscale et administrative seront très favorables aux capitaux étrangers et chinois a clairement pour but d'attirer dès à présent tous les partenaires potentiels des Etats-Unis dans le TPP, rendant ainsi assez problématique une exclusion éventuelle de la Chine du futur TPP. Le message chinois consiste à dire : « voyez, nous mettons en place tout ce qui est nécessaire pour faire partie du TPP ». Dans la foulée du voyage de Xi, le premier ministre Li Keqiang a participé à Brunei au sommet des dirigeants de l'ASEAN et accompli deux visites d'Etat, en Thaïlande et au Vietnam. **suite page 2**

en bref

Les fusions/acquisitions menées par les entreprises chinoises, publiques ou privées, ont totalisé 35,3 milliards de dollars au cours des six premiers mois de 2013. 52 des 98 opérations concernent le secteur énergétique, les matières premières et les produits de consommation.



“Tendance” suite Là encore, le blocage budgétaire à Washington et l’actualité sur la menace d’un défaut sur la dette américaine que détiennent la plupart des pays asiatiques ont amoindri les échos de l’appel de **John Kerry** pour des négociations multilatérales sur les problèmes de la Mer de Chine méridionale, et ce en opposition avec la volonté de Pékin de négocier les différends sur des bases bilatérales. A Hanoï, Li a tout fait pour séduire ses interlocuteurs vietnamiens en promettant de renforcer la coopération sur mer, sur terre et dans la finance entre les deux pays ; le Vietnam étant, avec les Philippines, l’un des pays qui a le plus de contentieux en matière de souveraineté en Mer du Sud avec la Chine.

Un plénum historique ?

Sur le plan de la politique intérieure, l’approche du troisième plénum du Comité central renforce les

spéculation sur le contenu des réformes qui y seront discutées. Mais il semble bien que l’ensemble des mesures proposées aura une consistance plus importante que prévue et ne se bornera pas aux problèmes économiques et financiers, mais comportera un large volet consacré au système social ainsi qu’au système d’éducation. Le plénum a en tout cas l’ambition d’être novateur et fondateur d’une « deuxième saison » de la croissance chinoise, égalant en importance le 3^{ème} plénum du XI^{ème} Congrès de décembre 1978 qui marqua le reniement officiel de la révolution culturelle et qui inaugura « la réforme et l’ouverture » voulues par Deng Xiaoping, ainsi que le 3^{ème} plénum du XIV^{ème} Congrès de 1993 présidé par Jiang Zemin qui décréta, toujours sous l’impulsion de Deng, l’instauration de l’ « économie socialiste de marché ».

Diplomatie

Activités diplomatiques intenses avec les pays voisins

Hasard de calendrier ou pas, trois premiers ministres de pays voisins de la Chine ont commencé leur visite officielle à Pékin le même jour : le Russe **Dimitri Medvedev**, l’Indien **Manmohan Singh** et le Mongol **Norov Altankhuyag**. La Chine est le principal partenaire commercial de ces trois pays tout comme avec ses autres pays voisins. Selon Pékin, le contenu des discussions est essentiellement économique, centré autour du commerce, des investissements et de l’énergie. Medvedev a annoncé que la Russie allait fournir 10 millions de tonnes supplémentaires par an de pétrole brut à la Chine et que

« les vues sont désormais communes sur la fixation du prix du gaz » que la Russie vendra à la Chine. Ce dernier point a été un serpent de mer entre les deux pays depuis des années. La presse officielle chinoise met en avant le resserrement de la diplomatie d’abord sur les pays voisins et ceux de la région, en rappelant la toute récente tournée de Xi Jinping et de Li Keqiang dans le Sud-est asiatique. Pékin propose systématiquement à ses voisins et aux pays limitrophes sa vision de « la route de la soie maritime », une banque d’investissement pour les infrastructures et une structure de coopération pour la sécurité régionale.

La zone de libre échange de Shanghai : contenu et opportunités

Zhou Hanmin, membre du Comité permanent de la Conférence consultative politique (CPPCC) et vice-président de l’institution du même nom à Shanghai, a énuméré le 12 octobre dernier lors d’une présentation à l’Université Jiaotong les quatre objectifs à court terme de la zone de libre échange de Shanghai : la convertibilité du yuan pour les projets d’investissements, la libre convertibilité des devises internationales (d’abord réservée aux entreprises), la libéralisation des investissements chinois vers l’étranger et des levées de capitaux, et enfin devenir une vitrine pour initier les négociations avec le TPP (Trans-Pacific Partnership). L’environnement réglementaire et légal est caractérisé par la non-application dans cette zone de libre échange, à titre expérimental, de trois lois : Loi sur les entreprises à capitaux étrangers, Loi sur les JV et Loi sur les entreprises de coopération sino-étrangères. La

suspension de ces trois lois est prévue pour une période de trois ans pour commencer. Les mesures de libéralisation toucheront les services financiers : autoriser des banques étrangères, autoriser des banques mixtes sino-étrangères, autoriser les activités off-shore des banques chinoises, de même que l’assurance médicale des assureurs étrangers. Les sociétés de leasing peuvent constituer dans la zone libre des filiales unitaires détenant un navire ou un avion et ne seront pas soumises à des contraintes de capital minimal et peuvent pratiquer les métiers de maintenance. **suite page 3**

en bref

La Chine propose de financer les infrastructures dans le sud-est asiatique avec en vue le marché pour ses trains à grande vitesse, considéré comme un des moyens de concurrencer le Japon dans le leadership régional et de se concilier la Thaïlande, le Vietnam, etc.

“La zone de libre échange de Shanghai” suite Dans le domaine du transport maritime, les règles de JV sont assouplies et des capitaux chinois pourront avoir des bateaux ne battant pas pavillon national. Les sociétés de gestion de transport maritime à capitaux 100% étrangers seront autorisées. Dans le domaine des services, il est prévu d'autoriser sous certaines conditions les entreprises étrangères à entrer dans le domaine de la télécommunication et du net, de fabriquer et de distribuer au marché national des jeux et des appareils de jeux aux contenus vérifiés par les instances en charge de la culture. Dans le domaine des services spécialisés, la zone investiguera les possibilités de coopération entre les cabinets d'avocats chinois et étrangers, autorisera les sociétés d'études et d'analyse de crédits à capitaux étrangers, des agences de voyage à capitaux étrangers pour le tourisme à l'étranger, hormis à destination de Taïwan, ainsi que les cabinets de recrutement à capitaux mixtes : les étrangers peuvent être majoritaires dans ces derniers jusqu'à 70% et le capital minimal est abaissé de 300 000 dollars à 125 000 ; les sociétés d'investissements par actions à capitaux étrangers seront autorisées ; suppression dans la zone libre des exigences de références lors de l'établissement des sociétés d'engineering à capitaux étrangers fournissant des services à Shanghai ; pour les sociétés de construction à capitaux étrangers de la zone, fin des

contraintes de ratio de la part locale lorsqu'elles interviennent dans un projet de construction conjoint sino-étranger à Shanghai. Dans le domaine des activités culturelles, on note la possibilité de créer des agences de spectacles à capitaux 100% étrangers et fournissant des services à la ville de Shanghai, et celle de créer des lieux de loisirs à capitaux étrangers à l'intérieur de la zone. Dans le domaine de la formation, des organismes de formation professionnelle à capitaux étrangers seront autorisés. Enfin, des établissements de santé étrangers peuvent s'établir dans la zone. La zone libre se situe à Waigaoqiao, à l'Est de Shanghai, et a une superficie de 28,8 kilomètres carrés, où se trouvent déjà la zone franche de Waigaoqiao, dont la création remonte à 1990, la zone franche portuaire de Yangshan et la zone franche mixte de l'aéroport de Pudong. Le gouvernement chinois veut que l'« expérience » de la zone de libre échange de Shanghai soit « reproductible et extensible », afin de servir de modèle pour la « montée en gamme » de l'économie chinoise. Zhou estime que l'Etat chinois choisit à titre expérimental de se conformer à la restructuration des règles d'investissement du monde globalisé et que les entreprises chinoises ont là l'occasion de se brancher sur les réseaux de production et d'innovation mondialisés et qu'enfin c'est une expérience pilote pour le gouvernement dans la nécessaire réforme de ses prérogatives.

Politique économique et monétaire

Conjoncture : retour de l'inflation avec la reprise ?

Le PMI manufacturier chinois de septembre ressort à 51,1%, en hausse de 0,1% par rapport au mois précédent. L'indice est en hausse pour le troisième mois consécutif. Mais comme en août, alors que les PMI pour les grandes et moyennes entreprises montent (52,1%, +0,3% et 49,7%, +0,1% respectivement), le PMI des petites entreprises continue de baisser et n'affiche que 48,8% (-0,4%). La composante production progresse de 0,3% et atteint 52,9%, les nouvelles commandes s'affichent à 52,8% (+0,4%). Les commandes à l'export progressent de 0,5% et sortent à 50,7% ; l'indice des importations progresse aussi pour le troisième mois consécutif. Cependant, l'indice prévision d'activité des entreprises baisse de 1% mais reste à un niveau élevé de 58,4%. Mais c'est la remontée du CPI au-dessus de 3%, à 3,1% contre 2,6% en août, qui retient l'attention. La hausse est essentiellement due aux prix des produits alimentaires (+6,1%) et aux loyers (+4,4%, en hausse continue depuis 45 mois). Il est vrai que l'objectif annoncé au début de l'année par les autorités était de maintenir

l'inflation en dessous de 3,5%. Par conséquent, le gouvernement se montre serein pour le moment. L'indice des prix à la production (PPI) continue à baisser au rythme annuel : -1,3% en septembre mais +0,2% sur une base mensuelle. La baisse du PPI approche de sa fin avec le redémarrage de l'activité. Le commerce extérieur a progressé au rythme annuel de 0,3% en septembre, avec une progression de 7,4% pour les importations contre une baisse de 0,3% pour les exportations. L'excédent commercial s'est contracté de 44,7% et totalise 15,3 milliards de dollars. **suite page 4**

en bref

Le gouvernement chinois a décidé de fermer d'ici fin 2015 les mines de charbon dont la production annuelle est inférieure à 90 000 tonnes et qui ne présentent pas les conditions de sécurité suffisantes. Ce sont plus de 2 000 mines qui sont concernées. Par ailleurs, aucun nouveau permis ne sera accordé à des mines d'une capacité de production annuelle inférieure à 300 000 tonnes.

“Conjoncture” suite Le commerce Chine-UE connaît une progression de 3,5% au troisième trimestre, et le recul du commerce sino-japonais au cours de la même période ralentit par rapport au premier semestre. Un petit mieux donc en ce qui concerne ces deux partenaires, mais c'est toujours avec les Etats-Unis et les pays de l'ASEAN que le commerce progresse plus vite, +6,7% et +11,6% respectivement au troisième trimestre. Sur le plan monétaire, l'agrégat M2 a progressé de 14,2% au rythme annuel fin septembre. Les nouveaux crédits distribués ont totalisé sur les trois premiers trimestres 7 280 milliards de yuans et 82,3 milliards de dollars de crédits en devises. Les dépôts

en yuan atteignent 10 309 milliards de yuans fin septembre, +14,3% sur un an, et en devises 448,7 milliards de dollars, +8,4%. Fin septembre, les réserves de change de la Chine totalisent 3 660 milliards de dollars. Le yuan s'établit à 6,1480 yuans = 1 USD. Pour ce qui est de la liquidité du marché monétaire, après ses opérations d'open-market pour calmer les taux au moment des fêtes, la banque centrale a commencé à retirer de la liquidité de manière modérée, 44,5 milliards de yuans dans la semaine qui suit les congés. Vu le niveau du CPI, elle risque de se contenter d'alimenter le marché en ressources court terme à fin de liquidité, mais n'ira pas plus loin.

Accord de swap PBoC – BCE

Un accord de swap de 3 ans extensible par accord mutuel et portant sur 350 milliards de yuans/45 milliards d'euros a été signé le 10 octobre entre la banque centrale chinoise (**PBoC**) et la banque centrale européenne (**BCE**). C'est une étape supplémentaire dans la reconnaissance de l'importance croissante de la monnaie chinoise qui devrait favoriser à terme son internationalisation. C'est le 22^{ème} accord de swap que la Chine a signé à ce jour avec des banques centrales étrangères, qui porte le total des accords à 2 200 milliards de yuans. L'accord avec la BCE est le troisième plus important en montant, après ceux signés avec Hongkong et la Corée du Sud. L'accord

PBoC-BCE intervient certes au moment où l'actualité met en relief les questions de la stabilité du système monétaire, mais il n'est que conséquence logique de l'utilisation croissante du yuan dans les opérations commerciales et d'investissement. D'après la **Banque des Règlements Internationaux (BIS)**, le yuan est devenu la 9^{ème} monnaie du monde par le montant moyen quotidiennement traité, dépassant la couronne suédoise, le dollar néo-zélandais ou le dollar Hongkong. D'après SWIFT, le yuan représente à ce jour 1,49% des transferts internationaux. Sa part a augmenté de 113% entre le 1^{er} janvier 2013 et fin août 2013.

Industrie

Automobile : le Guangdong prend du poids

Avec les entrées en opération presque simultanées des nouvelles usines de **ChangAn – PSA** (200 000 véhicules de capacité annuelle, à Shenzhen) et **FAW – Volkswagen** (300 000 véhicules de capacité, à Foshan), la première province de Chine en termes de PIB voit se concrétiser son changement de poids au sein de la structuration de la production automobile chinoise. Alors que le Guangdong alignait déjà des capacités de production annuelle d'un peu moins de 2 millions de véhicules, imputables aux usines des groupes locaux **GAIG (Guangzhou Auto)**, pour près d'un million de véhicules) et **BYD**, et à la joint-venture entre **DongFeng** et **Nissan**, les deux nouveaux complexes entrés en opération vont augmenter de 25% cette capacité régionale. A moyen terme, si l'on prend en compte les projets d'ores et déjà annoncés d'extension du nouveau site FAW – Volkswagen (pour passer à 600 000 véhicules de capacité), et l'usine en cours de construction par **BAIC (Beijing Auto)**, qui vise 300 000 unités de capacité), la

capacité de production automobile du Guangdong devrait dépasser 3 millions d'unités. Elle présente pour particularité, par rapport à l'ensemble des autres grands pôles automobiles du pays, une concentration presque intégrale sur le segment des berlines (alors que les véhicules commerciaux occupent une place souvent importante sur les autres pôles majeurs).

en bref

Fin juillet 2013, la Chine détient 1 277,3 milliards de dollars de dettes souveraines américaines, soit 23% du total de celles-ci détenues par des non-résidents américains, représentant environ 35% des réserves de change chinoises. Elle détient en outre plus de 170 milliards de dollars d'autres institutions américaines : **Ginnie Mae**, **Fannie Mae**, etc. Au total, près de la moitié des réserves chinoises sont investies dans de titres américains. Le pourcentage des actifs en dollars dans les réserves chinoises a en effet baissé en 3 ans, de 69% en juin 2010 à 49% en juin 2013.



Energie : Beijing se convertit intégralement au gaz naturel

La municipalité autonome de Beijing, confrontée à d'importants problèmes de pollution, a décidé le démantèlement des quatre dernières centrales électriques approvisionnées au charbon, participant à la production d'électricité sur son territoire. A échéance 2015, ces unités doivent être remplacées par autant de centrales alimentées en gaz naturel. Cette source d'énergie sera alors la seule opérée sur le territoire de la municipalité, si l'on fait abstraction de la participation relativement marginale d'une centrale hydroélectrique à

pompage et du parc éolien local. Les nouvelles centrales prévues seront de grande capacité, puisqu'elles devront non seulement remplacer les centrales au charbon mais anticiper l'accroissement de la demande d'électricité municipale. Leur capacité cumulée est prévue à 7 200 MW. Parallèlement, le réseau d'acheminement de gaz naturel depuis le Shaanxi jusqu'à Beijing sera développé (augmentation du nombre de « tubes ») afin de répondre à la hausse induite de la demande, tout en poursuivant la conversion du chauffage urbain à cette même source.

Aéronautique : nouvelle acquisition américaine en vue

Le constructeur américain d'avions légers **Mooney Aviation**, basé au Texas, serait sur le point d'être repris par le groupe **Meijing**. Acteur historique, qui a produit depuis 1928 plus de 11 000 appareils de tourisme monomoteurs à pistons, Mooney avait cessé sa production en 2010. Comme dans d'autres cas d'acquisitions de constructeurs de petite taille, il paraît difficile de déterminer

si l'opération correspond à une volonté de diversification à visées financières, ou si le repreneur apparent opère dans le cadre d'une stratégie d'acquisition de savoir-faire à la marge pour le compte du conglomérat géant **AVIC** (Aviation Industry of China). Basé au Henan, Meijing est en effet un groupe spécialisé dans l'immobilier, sans aucune expérience du domaine aéronautique.

Energie : projet géant dans la gazéification du charbon

Les autorités de planification régionale du Xinjiang ont annoncé la mise en chantier d'un complexe dédié à la gazéification du charbon (filiale CTG, Coal to Gas), d'une ampleur sans comparaison avec ceux déjà engagés dans le pays. Mené par le premier producteur d'électricité national, **ShenHua**, et le pétrolier **Sinopec**, auxquels pourraient se joindre d'autres producteurs d'électricité d'assise régionale (au Xinjiang mais aussi dans les provinces visées pour la consommation), le

projet impliquerait près de 30 milliards de dollars d'investissements à terme. Il prévoit le traitement à Zhundong, au nord-est d'Urumqi, capitale du Xinjiang, de 90 millions de tonnes de charbon par an, pour la production de 30 milliards de m³ de gaz de synthèse. Un réseau de pipe-lines dédiés serait également construit, pour l'acheminement de ce gaz vers l'est jusqu'au Zhejiang, et le sud-est jusqu'au Guangdong, régions de forte consommation énergétique.

Environnement des Affaires

INTERVIEW : le processus d'innovation en Chine, le nouveau jeu du chat et de la souris

Entretien avec Guilhem Fabre, professeur des universités, Université du Havre, Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine, EHESS, inspiré par l'article coécrit avec Stéphane Grumbach : « Le « Vrai Grand Bond en avant – la politique de recherche et d'innovation en Chine », dans *Le Débat* n°173, 2013/1, Gallimard.

Lettre de Chine (LDC) • Comment qualifieriez-vous la croissance chinoise en matière scientifique et technologique depuis les 10 dernières années ?

Guilhem Fabre (GF) • La croissance des investissements en R&D a été, sur l'ensemble de la décennie 2000, de

20% par an, contre 3,2% pour les pays du G8, tirée par un modèle dirigé par de grands programmes d'Etat. Mais elle doit désormais opérer un virage stratégique. A l'avenir, les entreprises privées auront plus de place dans l'économie chinoise car la rentabilité des entreprises du secteur d'Etat est médiocre, si l'on défalque de leurs résultats bruts le prix de certains facteurs de production dont il a bénéficié depuis des décennies de réformes et qui tendent tous, les uns après les autres, à prendre de la valeur : les terres, les salaires, le prix de l'énergie, le yuan... Sans parler des nombreuses subventions qui leur sont accordées sous couvert de programmes nationaux. **suite page 6**

“Interview” suite La politique d’innovation chinoise est envisagée désormais comme un instrument privilégié pour soutenir la croissance, en remontant la chaîne de valeur, à l’instar de Taïwan ou du Japon dans les années 1980.

LDC • Certains avancent l’hypothèse d’une impossibilité quasi-structurelle de la Chine à innover ?

GF • La logique top-down, dominante depuis le gouvernement Zhu Rongji et jusqu’à la décennie Hu Jintao, ne peut plus durer désormais. Les dirigeants chinois ont compris le poids de l’innovation dans la compétitivité et la croissance à long terme. Il y aura un transfert inévitable vers le secteur privé car l’innovation c’est aussi et surtout du bottom-up. De plus, le coût des charges fixes a grimpé, il faut trouver des sources de financement plus souples. Maintenant, il faut aussi reconnaître un certain niveau d’indépendance chez ces nouveaux entrepreneurs et innovateurs chinois. Les autorités chinoises sauront-elles créer cet environnement ? C’est un trade-off qu’elles devront trouver avec eux. Non, il n’y a pas d’impossibilité structurelle, mais des compromis à faire de part et d’autre.

LDC • Qu’évoque, pour vous, le concept d’«innovation endogène», et la planification qui lui est assortie ?

GF • Il est très difficile de parler d’innovation endogène, et d’innovation tout court, quand 70% des dépenses de R&D dans le pays proviennent encore

des grands groupes du secteur d’Etat. La Chine sera contrainte de réviser son modèle. Ce système d’innovation chinois est de type mercantiliste : leur stratégie de PII s’adapte et se renforce au fur et à mesure de l’exposition de leurs entreprises à l’international et en premier lieu vers les autres pays dits « émergents ». Son Plan de développement de la science et de la technologie à moyen et long terme 2006-2020 qui tend, entre autres objectifs, à réduire la dépendance technologique étrangère de 60% à 30% conduit à un « nouveau jeu du chat et de la souris » : ce processus aboutira-t-il à un jeu à somme positive pour les partenaires de la Chine qui sont invités à transférer davantage de technologies en échange de l’accès à son marché ? Je ne sais pas.

LDC • Quels sont les possibles conséquences pour les multinationales présentes en Chine ?

GF • De la contrefaçon « classique », avec laquelle les grands groupes de luxe notamment ont appris à composer, au clonage industriel, la Chine a toujours fonctionné par imitation, voire mimétisme dans la manière de faire éclore ses champions nationaux. On le voit dans l’Internet avec des groupes comme **Alibaba** par exemple, qui assure la souveraineté numérique de la Chine. Son développement s’inspire des grandes réussites américaines. Les grands groupes sont donc davantage amenés à contrôler l’étendue des transferts de technologie indispensables pour avoir accès au marché tout en conservant le cœur de leur métier.

INTERVIEW : Big data et innovation en Chine et dans le monde, quels enjeux ?

Entretien avec **Stéphane Grumbach**, chercheur à l’INRIA. Ancien Conseiller scientifique à l’Ambassade de France en Chine et Directeur du laboratoire franco-chinois LIAMA à Beijing.

Lettre de Chine (LDC) • Qu’est-ce que le Big Data ?

Stéphane Grumbach (SG) • Le phénomène de numérisation croissante des données, quelles qu’elles soient, dans l’énergie, la santé, les achats, démultiplie les possibilités d’extraction de connaissances nouvelles, voir de progrès scientifiques nouveaux à l’échelle d’un pays tout entier. Google a démontré cela avec son **Google Flu Trends**, son outil de recherche sur la grippe qui permet de tracer en temps réel la progression de l’épidémie, et plus largement d’informer sur la santé de la population mondiale. Le big data devient une

ressource comme l’énergie, dans notre société de l’information. Et je suis toujours surpris que les européens par exemple n’aient pas conscience du niveau atteint par la Chine dans ce domaine. La question de l’Internet est souvent appréhendée autour de la question du contrôle politique de la population, et non du développement technologique et des usages proprement dits. **suite page 7**

en bref

Bo Xilai, ancien membre du Bureau politique et ex-secrétaire du parti à Chongqing, condamné à la prison à perpétuité le 22 septembre dernier pour faits de corruption et d’abus de pouvoir, a fait appel du jugement. Selon la pratique judiciaire chinoise, une peine ne peut pas être aggravée en appel. Cependant, il est peu probable que l’appel aboutisse à une peine allégée pour Xi.

“Interview” suite LDC • Qu'est-ce que vous voulez dire ? Quel est l'engagement de la Chine dans cette industrie des technologies de l'information ?

SG • Les Etats-Unis et la Chine se ressemblent dans leur approche de l'industrie du web. Car il s'agit avant tout d'une industrie, mettant en scène de grands acteurs industriels et il vaut mieux qu'ils soient nationaux. C'est une question de souveraineté. Aux Etats-Unis, ainsi qu'en Chine, il n'y a essentiellement pas de sites web étrangers dans le top 25, alors qu'en France, par exemple, seulement un tiers est d'origine hexagonale, et 64% sont américains ! Dans cette compétition mondiale de l'IT et du big data à venir, la Chine est déjà en deuxième position derrière les Etats-Unis avec son moteur de recherche **Baidu**, sa messagerie instantanée **QQ**, son site de e-commerce **Taobao** (Alibaba), des portails **Sina**, **163.com** (**NetEase**) et ses jeux en ligne, **Soso** (**Tencent**), **Sina Weibo**, **Sohu**, etc., tous classés dans le top 50 des sites mondiaux.

LDC • Peut-on dire que la puissance de calcul aujourd'hui et la course aux supercalculateurs

est comparable à la dissuasion nucléaire du siècle dernier dans les conséquences qu'elle peut engendrer sur les dotés et les non dotés ?

SG • Oui, c'est une bonne image. La puissance de calcul est stratégique. La Chine l'a bien compris depuis l'ère Jiang Zemin, qui était un ingénieur, dans les années 1990. La stratégie sur le segment des PC de **Lenovo**, en rachetant la division PC d'**IBM** en 2005, et le développement des géants des télécom chinois (**Huawei** et **ZTE**) participe d'une stratégie multi-fronts, y compris dans l'Internet, le cloud, les data center... On sous-estime la dimension économique du big data et son importance stratégique. Comparé aux secteurs industriels « traditionnels », comme les transports ou l'énergie, dans lesquels nos industriels ont des atouts pour se mesurer avec la concurrence mondiale, le big data est le fondement d'une nouvelle révolution industrielle qui va tout bouleverser et ici, l'Europe n'a pas de base solide ni de champions de classe européenne et mondiale. Elle est en retard vis-à-vis des Etats-Unis bien sûr, mais déjà aussi vis-à-vis de la Chine, du Japon, de la Corée...

Feedback

Colloque sur les réformes politiques en RPC – Université de Cergy Pontoise

L'**Université de Cergy Pontoise** hébergeait, les 3 et 4 octobre, un colloque intitulé « La stabilité sociale et la réforme politique en Chine – Analyses et perspectives » et qui réunissait des personnalités chinoises travaillant autour de ce thème.

L'historien et auteur d'ouvrages à succès **Wu Si** a ouvert le colloque par sa présentation calquée sur son article « Faire face à la crise de la transformation sociale », et dans laquelle il a exposé un cadre d'analyse et de prévision des réformes politiques en RPC. Identifiant au passage les types de crise et les groupes sociaux – parmi lesquels les intellectuels sont les plus insatisfaits – il parvient à la conclusion que l'insatisfaction est largement répandue en Chine mais que nous ne sommes pas pour autant en présence des conditions suffisantes pour une crise de niveau 1 (révolution) ou 2 (manifestations de Tiananmen en 1989). Interrogé sur le processus de succession des dignitaires du PCC, et plus particulièrement de son n°1, il a

évoqué les similitudes avec le système d'élection à bulletin individuel secret du Pape.

La présentation de **Yu Jianrong**, qui n'a pu assister au colloque, a été lue et traduite à l'audience par l'organisateur de cet événement, le professeur **Zhang Lun**. **suite page 8**

en bref

Pour la première fois depuis 2008, aucun sommet Chine-Japon-Corée du Sud n'aura lieu en 2013. La Chine juge qu'un dialogue avec le Japon n'a pour l'heure aucune base en raison des incidents « à propos des questions historiques » dont celle des îles **Diaoyu/Senkaku**. La Chine a suivi avec inquiétude les exercices conjoints nippo-américains dans l'île de Santa Carolina fin juin et n'exclut pas une escalade militaire possible dans un périmètre de 12 miles autour de Diaoyu/Senkaku si le Japon mettait en pratique sa menace d'abattre les drones chinois qui survolent l'île. La perspective d'une implication américaine reste le principal souci de Pékin.

“Feedback” suite Yu Jianrong, militant social influent « star » de Weibo et sociologue rattaché à la très officielle **Chinese Academy of Social Sciences**, s’oppose à la théorie du « modèle chinois » qui ne considère que le développement économique des trente dernières années et ignore le « piège de la transformation » qui menace la Chine. Après constatation du manque de forces motrices pour des réformes audacieuses et de leur cadence bien trop faible, il préconise des ajustements des mesures pour le bien-être social (droits sur la terre des paysans, système de protection sociale, réforme du certificat de résidence), une libéralisation de la société (instauration de lois régissant les partis politiques, favoriser les organisations populaires, liberté d’expression des médias), des réformes au niveau judiciaire et une autonomisation des districts, une démocratisation au sein du Parti et de la population. Il conclut en insistant sur la nécessaire « domestication » du pouvoir, entendant par là la limitation par les droits et la constitution du pouvoir politique, en dépassant les « contradictions » du système social et politique, lesquelles sont surévaluées et aboutissent à un évitement général du risque. En ce sens, « tâtonner les pierres pour traverser la rivière » est révolu : « seule une réforme politique avec road maps et planification pourrait faire l’affaire... à l’horizon 2060 »...

Wu Guoguang, ancien conseiller politique du parti et éditorialiste, a, pour sa part, proposé une nouvelle lecture de la transition en RPC, estimant que trois options sont possibles face aux défis : un retour à l’ère Mao sous le signe du totalitarisme et de l’étatisation, une voie plus « denguiste » sous forme de privatisations et de logique de marché, ou une « socialisation » par le développement de la société civile et une démocratie « incrémentale ». La dernière option est selon Wu défavorisée par le pouvoir actuel qui établit un compromis d’économie

de marché et de post-totalitarisme où la présence de l’Etat ne recule pas, mais progresse au contraire dans l’économie et la société. Il entrevoit un « capitalisme global chinois contre les Etats-nations démocratiques » comme hypothèse plausible d’évolution.

Le professeur taiwanais **Kou Chien-wen** de la **National Chengchi University** s’est focalisé sur les caractéristiques des nouveaux dirigeants influents que le 18^{ème} Congrès a imposés, constatant une institutionnalisation (limite d’âge, système de promotion) favorisée par une Troïka et un factionnalisme importants. S’interrogeant sur l’influence des « bases de pouvoir » sur les réformes, il considère que celle de Xi Jinping n’est pas assez importante pour permettre des réformes de grande ampleur qu’il ne semble par ailleurs pas même souhaiter. En ce qui concerne l’autorité personnelle et l’autonomie des dirigeants, il ne classe pas Xi Jinping dans la même catégorie que Mao ou Deng malgré le style maoïste que le président actuel tente de se donner. Il souligne que contrairement aux années 1980 qui voyaient clairement s’affronter deux factions, correspondant à deux lignes politiques différentes, Deng pour les réformes face au conservatisme de Chen Yun, depuis les années 1990 et le consensus pour la ligne unique des réformes et de l’ouverture, les divergences entre factions se sont sensiblement estompées.

Le chroniqueur vedette et auteur à succès **Ho Pin**, fondateur du **Mirror Media Group**, était venu accompagné de **Huang Wenguang** avec qui il a récemment cosigné un livre sur l’affaire **Bo Xilai**, a rapporté qu’interviewé récemment par l’**Asia Society** précisément sur son sort, l’article qui en découlait titrait : « Comment Bo Xilai a divisé le parti et le peuple ». Selon Ho, plus vous montez dans la hiérarchie du pouvoir, moins les dirigeants ont confiance dans leur propre système.



SSF
SCUTUM SECURITY FIRST



SCUTUM SECURITY FIRST
14, rue Magellan
75008 Paris
Tél. 01 55 57 16 22
Fax. 01 55 57 16 11

Une société du Groupe Scutum



Rédacteur en Chef : Jean-Paul Tchang
Rédacteurs : Laurent Malvezin, Jean-François Dufour et Florent d’Azevedo
Editeur : Laurent Malvezin
Directeur de la Publication : Pierre-Jacques Costedoat
Chargée de projet : Eva Nelson
Contact : lettrechine@securite-sf.com

Lettre de Chine FR : 2115-5518

<https://www.lalettrededechine.com>